

Faisons un rêve

Paru dans **L'Express** | 18 septembre 2011 |

Dimanche 25 septembre 2011, 23 heures : communiqué commun du Président de la République française, Nicolas Sarkozy et de la Chancelière d'Allemagne, Angela Merkel.

« Nous, responsables au plus haut niveau des deux plus grandes puissances de l'Union Européenne, avons décidé, après avoir beaucoup réfléchi, de suivre l'exemple du Premier ministre espagnol et de ne pas nous représenter aux prochaines élections dans nos pays.

Nous sommes, aujourd'hui, l'un et l'autre très impopulaires ; et les sondages nous donnent peu de chances d'être réélus. Nous pensons que nous ne pourrions l'être qu'en ne froissant aucun groupe de pression, en n'augmentant aucun impôt, en ne réduisant aucune dépense. Cela ne serait pas dans l'intérêt de nos pays.

Nous sommes en effet convaincus que le moment est venu de dire la vérité à nos peuples, et d'agir, sans se soucier des conséquences électorales à court terme.

D'abord, les faits : nous reconnaissons que nos pays vont mal, même si chacun de nous prétend aller mieux que l'autre ; notre dette publique n'est plus sous contrôle ; nos banques sont menacées par les produits toxiques dont elles ont fait leur profit ; notre chômage est très élevé, et là où les gens travaillent, c'est trop souvent à temps partiel. Les inégalités se creusent entre nos citoyens et avec les étrangers qui travaillent chez nous.

Nous n'osons pas dire, en Allemagne, que nous ne pourrions vivre sans l'énergie nucléaire française. Et en France, que nous ne pourrions vivre sans l'excédent commercial allemand. Nous n'osons pas dire que, l'un sans l'autre, nos deux pays sont condamnés au déclin, et au retour de nos vieux démons.

Nous avons trop attendu pour réformer nos écoles et nos universités, pour mieux former nos chômeurs, pour maîtriser nos dépenses, pour réformer nos impôts. Nous avons trop favorisé les situations acquises, pas assez fourni à la jeunesse les moyens de son avenir. Nous n'avons pas assez agi pour aider les plus pauvres à sortir de la pauvreté, pour proposer un autre modèle de vie.

Nous n'avons pas osé afficher des ambitions à long terme pour nos pays. Et encore moins énoncer les efforts nécessaires pour les réaliser.

Nous devons changer cela. Ensemble, nos peuples peuvent retrouver la fierté de leur avenir. Et pour cela, d'abord, l'indépendance financière. Nous allons pour cela l'un et l'autre proposer pour 2012 des budgets en excédent. Nous allons mettre en commun nos budgets de défense, pour réduire nos dépenses d'armement et augmenter leur efficacité. Nous allons fusionner plusieurs de nos services publics en situation de monopole, pour atteindre une taille critique. Nous allons harmoniser par le haut nos revenus minimum de solidarité, nos politiques démographiques et nos couvertures de santé. Nous proposerons ensemble à l'Union Européenne d'avancer de façon déterminée dans la direction du fédéralisme, de mettre en place une taxe sur les transactions financières, de se donner les moyens d'emprunter et d'investir, de prendre si nécessaire une participation dans les premières banques européennes pour assurer leurs solvabilité. Nous refuserons à tout gouvernement européen ayant un budget en déficit l'accès aux financements communautaires, aussi longtemps que sa dette ne sera pas redescendue en dessous de 60% de leur PIB.

Nous ferons tout cela (avec l'appui, nous l'espérons, de nos majorités parlementaires) dans les quelques mois qui nous restent jusqu'à la fin de nos mandats. Nous nous engageons à ne pas peser sur le choix de nos successeurs dans nos partis. Nous attendons seulement d'eux qu'ils reprennent à leur compte ce discours de vérité, que les peuples attendaient de nous depuis longtemps. Et maintenant, au travail ! »